



Contrat de prestations

entre

la **Confédération suisse**, représentée par le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER), Hallwylstrasse 4, 3003 Berne, représenté par le Secrétaire d'Etat Mauro Dell'Ambrogio, Directeur, et Paul-Erich Zinsli, Directeur suppléant

et

la **Fondation suisse pour la recherche en science sociales FORs**, c/o Université de Lausanne, Bâtiment Vidy, 1015 Lausanne, représentée par le Président du Conseil de Fondation Professeur Dominique Arlettaz, le Vice-président Professeur Urs Altermatt et le Directeur Peter Farago

(ci-après «les Parties»)

Vu l'art. 31a de la loi fédérale sur la recherche, les Parties conviennent:

Art. 1 But et champ d'application

¹ La présente convention définit, à partir du programme pluriannuel 2008-2011 de FORs et de la décision du Département fédéral de l'intérieur du 27 novembre 2007, les domaines de prestations stratégiques dans lesquels FORs déploie ses activités avec la contribution que la Confédération met à sa disposition pour la période 2008-2011 en vertu de la loi sur la recherche.

² Elle règle la procédure en matière d'évaluation de la réalisation des objectifs et en matière de concrétisation des mesures pour atteindre les objectifs dans le cadre du rapport annuel ainsi que les procédures et les compétences en matière de contrôle des finances et d'examen du droit aux subventions.

Art. 2 Conditions financières

¹ La présente convention se fonde sur un cadre financier de 8'000'000 CHF (montant maximum).

² Le cadre financier repose sur l'arrêté fédéral relatif aux crédits alloués en vertu de l'art. 16 de la loi sur la recherche pour les années 2008 à 2011 du 2 octobre 2007 et sur la décision du Département fédéral de l'intérieur du 27 novembre 2007. Les décisions budgétaires annuelles des Chambres fédérales demeurent réservées.

³ Les tranches annuelles sont prévues comme suit:

2008	2009	2010	2011	2008-2011
1'800'000	2'060'000	2'146'000	1'994'000	8'000'000

⁴ Les tranches annuelles sont versées chacune en deux tranches semestrielles en janvier et en juillet. La deuxième tranche semestrielle des années 2009 à 2011 est versée sous réserve des dispositions de l'art. 8.

⁵ Le plan de répartition 2008 et la planification à moyen terme 2009-2011 des ressources se trouvent en annexe A.

Art. 3 Domaines de prestations stratégiques et objectifs

¹ FORS développe ses activités financées par la contribution de la Confédération dans les domaines de prestations stratégiques suivants:

- a. Archivage, publication et diffusion de données suisses :
 - 1. assurer l'archivage, la documentation et la sécurité des données (importantes pour le développement de la recherche en sciences sociales) produites dans le cadre de projets de recherche financés par des fonds publics;
 - 2. assurer l'accès égal à des données existantes et nouvellement produites;
 - 3. garantir la reproductibilité des analyses ;
 - 4. promouvoir l'analyse secondaire des données;
 - 5. promouvoir l'usage des données produites au sein de la FORS (voir al. 2, let. a ci-dessous).
- b. Insertion dans un système international d'échanges de données :
 - 1. assurer l'accès aux données internationales pour les chercheurs suisses ;
 - 2. promouvoir l'usage des données suisses par des chercheurs internationaux ;
 - 3. établir les contacts internationaux avec des archives et des institutions de recherche renommées dans le domaine des sciences sociales empiriques ;
 - 4. acquérir des fonds tiers afin de pouvoir participer à des projets européens et internationaux.
- c. Soutien aux chercheurs - information sur la recherche et la méthodologie:
 - 1. poursuivre la fonction d'inventaire des recherches suisses en sciences sociales ;
 - 2. offrir des conseils sur les sources de données utiles;
 - 3. offrir des conseils concernant la méthodologie.
- d. Mise en place et exploitation du Centre de Données et d'Informations de la statistique publique (« fonction CEDIF », voir art. 4 et annexe B ci-dessous)
- e. Mise en place d'un programme de recherche méthodologique :
 - 1. mettre en place un programme de recherche méthodologique en collaboration avec des groupes de recherche et des institutions actives dans le domaine ;
 - 2. poursuivre des activités de recherche méthodologique financées par des fonds tiers.

² FORS développe des activités financées par des fonds tiers dans au moins les domaines de prestations stratégiques suivants :

- a. Production de nouvelles données:
 - 1. Panel suisse des ménages ;
 - 2. Partie suisse de l'*European Social Survey* (ESS) ;
 - 3. Mesures et Observation Sociologique des Attitudes en Suisse (MOSAICH) ;
 - 4. Etudes électorales suisses Selects ;
- b. Collaborations internationales et valorisation:
 - 1. Participation au *Council of European Social Science Data Archives* (CESSDA) ;
 - 2. Participation au *Luxembourg Income Study* (LIS), en collaboration avec l'OFS ;
 - 3. Ecoles d'été de méthodes pour les sciences sociales.

Art. 4 Centre de Données et d'Informations de la statistique publique (CEDIF)

¹ Dans le cadre du partenariat avec l'Office fédéral de la Statistique (OFS), le développement de la « fonction CEDIF » en tant que tâche de FORS et conformément à l'initiative conjointe de l'OFS, du Fonds national suisse (FNS) et de l'Académie des sciences sociales et humaines (ASSH) du 15 mars 2006 est réglé par le biais de l'annexe B, qui fait partie intégrante du présent contrat.

² L'annexe B règle les points suivants:

- a. Objectifs et domaines de prestations ;
- b. Catégories de données concernées ;
- c. Accès aux données;
- d. Méthodes de documentation et de diffusion ;
- e. Instruments pour la planification et le monitoring.

Art. 5 Principes d'accès aux données de la recherche en sciences sociales¹

¹ FORS garantira l'égalité de traitement entre toutes les hautes écoles suisses pour ce qui concerne l'usage des données archivées, documentées et produites par elles. L'infrastructure informatique et les serveurs doivent être organisés de sorte à faciliter pour tous les chercheurs l'accès aux données et aux outils logiciels correspondants.

² Toutes les données de la recherche archivées, documentées et produites par FORS doivent être proposées gratuitement aux utilisateurs non commerciaux rattachés à une institution de recherche ou de statistique financée par des fonds publics. Dans la mesure du possible, des conditions semblables seront accordées aux utilisateurs privés poursuivant des buts non commerciaux ou pour des travaux réalisés sur mandat des pouvoirs publics.

Art. 6 Objectifs généraux

¹ FORS établira son maillage au niveau national et international. Elle assurera la promotion de l'usage des données de la recherche en concluant des contrats de collaboration scientifique (recherche et enseignement) avec les hautes écoles intéressées.

² Le directeur ainsi que les collaboratrices et collaborateurs de FORS seront disposés à assumer des mandats au niveau international dans le domaine « Infrastructures pour la recherche en sciences sociales », si l'occasion se présente (par exemple reprendre la présidence du groupe de travail « Sciences sociales et humaines » du *European Strategy Forum on Research Infrastructures* ESFRI).

³ FORS assurera l'intégration des entités préexistantes au sein de son organisation. La direction de FORS établira une gestion d'entreprise professionnelle.

Art. 7 Adaptation des objectifs

Si les contributions fédérales visées à l'art. 2 subissent une diminution en cours de période et que cette diminution met en cause la réalisation des objectifs, la FORS et le SER se mettent d'accord sur une adaptation des objectifs et des prestations ; si les adaptations touchent la fonction CEDIF (art. 4 et annexe B), la FORS, le SER et l'OFS se mettent d'accord. Toute adaptation doit se faire d'un commun accord sous la forme écrite.

¹ Les principes d'accès aux données de la statistique publique sont réglés en annexe B.

Art. 8 Evaluation de la réalisation des objectifs et rapports²

¹ FORS rend au SER un rapport annuel qui comprend les éléments suivants:

- a) rapport succinct avec les éléments suivants :
 - évaluation de la réalisation des objectifs ;
 - un plan de répartition qui rend compte de l'utilisation de la contribution fédérale en référence aux domaines de prestations stratégiques définis à l'art. 3, al.1 (selon modèle SER);
 - précision des objectifs pour l'année à venir et les mesures pour les atteindre ;
 - un plan de répartition de la contribution fédérale pour l'année à venir en référence aux domaines de prestations stratégiques définis à l'art. 3, al.1 (selon modèle SER);
 - fonction CEDIF : information sur la réalisation des objectifs selon l'analyse du groupe de pilotage FORS - OFS et sur la planification pour l'année à venir (selon les dispositions en annexe B);
- b) compte d'exploitation, bilan et copie du rapport de l'organe de révision;
- c) rapport annuel officiel de la FORS.

² FORS rend au SER son rapport annuel jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Une copie du rapport de l'organe de révision et le rapport annuel officiel sont soumis après leur adoption par les organes compétents.

³ Le SER prend acte du rapport annuel et approuve, pour la contribution allouée à la fonction CEDIF en accord avec l'OFS, le plan de répartition de la contribution fédérale pour l'année à venir.

⁴ Si le rapport conclut à la présence de difficultés majeures compromettant la réalisation des objectifs prévus ou soulève d'autres problèmes qui appellent une action du donneur de subventions, le SER peut convoquer la FORS à un entretien de contrôle en vue de déterminer les mesures à prendre.

Art. 9 Conditions générales

¹ Pour avoir un effet obligatoire, toute modification de la présente convention doit revêtir la forme écrite et être signée par les deux Parties.

² Le présent contrat entre en vigueur, sous réserve de son approbation par les organes compétents, au 1^{er} janvier 2008, et a effet jusqu'au 31 décembre 2011.

³ Le Département fédéral de l'intérieur est compétent pour statuer sur les litiges découlant de la présente convention.

Annexe A: Plans de répartition

Annexe B : Objectives, prestations et instruments pour la planification de la fonction CEDIF

² L'article 8 règle, en général, la procédure prévue à l'article 1 alinéa 2. Les dispositions spécifiques concernant la planification annuelle, l'évaluation de la réalisation des objectifs et la concrétisation des mesures pour atteindre les objectifs de la fonction CEDIF sont réglées en annexe B.

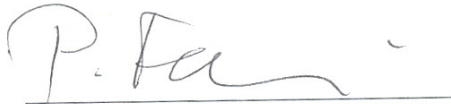
Pour la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales:



Dominique Arlettaz
Président du Conseil de Fondation
Lausanne, le 6.05.2008

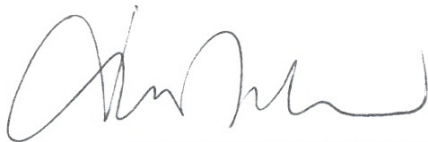


Urs Altermatt
Vice-président du Conseil de Fondation
Lausanne, le 24.5.2008

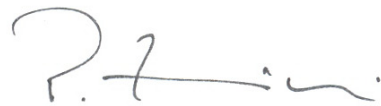


Peter Farago, Directeur
Lausanne, le 6.5.2008

Pour la Confédération suisse:

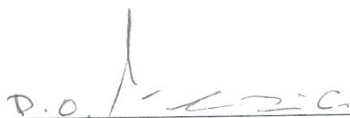


Mauro Dell'Ambrogio
Secrétaire d'Etat
Directeur du Secrétariat d'Etat à
l'éducation et à la recherche SER
Berne, le 29.4.2008

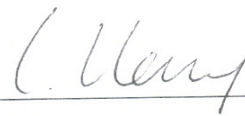


Paul-Erich Zinsli
Directeur suppléant du Secrétariat d'Etat à
l'éducation et à la recherche SER
Berne, le 29.4.2008

L'Office Fédéral de la Statistique a pris acte en approuvant les articles 4, 7 et 8, alinéa 3 ainsi que l'annexe B:



Adelheid Bürgi-Schmelz
Directrice
Neuchâtel, le 12.6.2008



Werner Haug
Vice-directeur
Neuchâtel, le 30.5.2008

Annexe A

1. Ressources à disposition pour accomplir les tâches (plan de répartition 2008 et planification à moyen terme 2009-2011)

	2008	2009	2010	2011
Origine du financement				
Subside de la Confédération (Art. 16 LR)	1'800'000	2'060'000	2'146'000	1'994'000
Contribution du Fonds national suisse ¹	3'324'069	3'070'760	3'404'000	3'664'000
Contribution Université de Lausanne	800'000	800'000	800'000	800'000
Ecole d'été (contribution des participants)	60'000	60'000	60'000	60'000
Total	5'984'069	5'990'760	6'410'000	6'518'000
Affectation des ressources				
Salaires	2'497'271	2'715'869	2'863'659	2'884'416
Charges sociales	411'898	436'991	471'441	475'929
Mandats	110'000	110'000	110'000	50'000
Appareils / informatique	117'400	117'400	117'400	65'555
Frais exploitation	48'000	48'000	48'000	48'000
Consommables / matériel bureau	69'000	69'000	69'000	54'600
Frais enquête	1'762'500	1'513'500	1'762'500	2'013'500
Voyage / dédommagement	107'000	107'000	107'000	65'000
Divers	1'000	13'000	1'000	1'000
Unil-Loyer	400'000	400'000	400'000	400'000
Unil-Décharge enseignement	200'000	200'000	200'000	200'000
Unil-Invitations	200'000	200'000	200'000	200'000
Ecole d'été (rémunération des enseignants + frais)	60'000	60'000	60'000	60'000
Total	5'984'069	5'990'760	6'410'000	6'518'000

¹ Les chiffres « Contribution du FNS » des années 2010 et 2011 proviennent de la requête SER

2. Plan de répartition 2008 et planification à moyen terme 2009-2011 des subventions de la Confédération selon l'article 16 LR, réparties entre les domaines de prestations stratégiques (selon l'article 3, alinéa 1)

	2008	2009	2010	2011
Affectation des ressources				
Archivage, publication et diffusion de données suisses	280'000	294'000	308'700	324'135
Insertion dans un système international d'échanges de données	40'000	42'000	44'100	46'305
Soutien aux chercheurs - information sur la recherche et la méthodologie	111'323	122'750	128'887	135'331
Fonction CEDIF	338'000	560'000	516'000	540'000
Programme de recherche méthodologique	222'646	245'500	257'774	270'662
Administration générale *	808'031	795'750	890'539	677'567
Total	1'800'000	2'060'000	2'146'000	1'994'000

* Détails Administration générale :

	2008	2009	2010	2011
Détail Administration générale				
Salaires et charges sociales	466'631	454'350	549'139	444'412
Appareils / informatique	117'400	117'400	117'400	65'555
Frais exploitation	48'000	48'000	48'000	48'000
Consommables / matériel bureau	69'000	69'000	69'000	54'600
Voyages / dédommagement	107'000	107'000	107'000	65'000
Total	808'031	795'750	890'539	677'567

Annexe B

Ziele, Aktivitäten sowie Instrumente für die Planung und das Controlling der Funktion CEDIF

1. Ziele

Die Funktion CEDIF hat folgende Ziele:

- Aufbau und Sicherstellung einer **Drehscheibenfunktion als „Single Point of Contact“** beim Zugang der sozialwissenschaftlichen Forschung zu den Einzeldatensätzen der öffentlichen Statistik;
- **Information und Beratung** von Forschenden über Datenangebot, Inhalte und Charakteristiken von Datensätzen der öffentlichen Statistik sowie über die verfügbaren standardisierten Produkte (einschliesslich Datenschutz- und Zugriffsregelungen);
- Förderung der Verwendung von **Datensätzen der öffentlichen Statistik** der Schweiz durch die sozialwissenschaftliche Forschung (national und international);
- Unterstützung und Förderung von **methodologischen Forschungsprojekten** in Zusammenhang mit den Datensätzen der öffentlichen Statistik, insbesondere in den Bereichen Remote Access, Public Use Samples (PUS), Datendokumentation und –archivierung, Datenschutz und Metadaten.

Die **Umsetzung** der Ziele erfolgt in enger Zusammenarbeit zwischen FORS und dem BFS. Dabei ist insbesondere auf integrierte Arbeitsabläufe sowie die Standardisierung der zu entwickelnden und zu implementierenden Verfahren zu achten.

2. Aktivitäten

Zur Erreichung der Ziele der Funktion CEDIF entwickelt FORS in Kooperation mit dem BFS folgende übergeordnete Aktivitäten:

- **Erschliessung** von relevanten, nach internationalen Standards dokumentierten Einzeldatensätzen der öffentlichen Statistik für die sozialwissenschaftliche Forschung;
- Aufbau und Unterhalt eines **webbasierten Katalogs** von sozialwissenschaftlich relevanten Einzeldatensätzen und dazugehörigen Metadaten nach internationalen Standards, der kombiniert ist mit einem integrierten Bestell-, Vertrags- und Vertriebswesen;
- Konzeption und Entwicklung eines **webbasierten, modularen Zugangssystems (remote access)** für Einzeldatensätze der öffentlichen Statistik;
- Entwicklung und Vertrieb von **PUS** in Abhängigkeit von den Bedürfnissen der Forschung;
- Einrichtung und Betrieb eines **Auskunftsdienstes** zur Information und Beratung von Forschenden in Bezug auf den Zugang zu und die Verwendung von Einzeldatensätzen der öffentlichen Statistik;
- **Information, Sensibilisierung und Kompetenzaufbau (capacity building)** für die Belange der Standardisierung und Dokumentation (Metadaten) sowie der Sekundäranalyse für Nutzer und Anbieter von Daten der öffentlichen Statistik.

3. Grundsätze für den Zugang zu Einzeldatensätzen der öffentlichen Statistik

Zum Zeitpunkt des Abschlusses der vorliegenden Leistungsvereinbarung stehen diejenigen **Datensätze** im Vordergrund, die im Portal des BFS auf der Seite Dienstleistungen/Research des BFS aufgeführt sind.³ Diese Aufzählung ist nicht abschliessend und kann nach Massgabe neuer Entwicklungen modifiziert und/oder ergänzt werden.

In Bezug auf den Zugang zu den Einzeldaten der öffentlichen Statistik kommen folgende **Grundsätze** zur Anwendung:

- Die Einzeldatensätze bleiben physisch in den Datenbanken des BFS gespeichert.
- Der Entscheid über die Weitergabe von Einzeldatensätzen, die datenschutzrechtlichen Restriktionen unterliegen, sowie die Ausfertigung und Administration der Datenschutzverträge und die Lieferung der Datensätze bleiben in der Verantwortung des BFS. Das BFS gewährleistet eine effiziente Abwicklung des Freigabeentscheids und der Vertragsausfertigung.
- Für die Ausübung seiner Aktivitäten gemäss Abschnitt 2 oben erhält FORS Zugang zu den Einzeldatensätzen der öffentlichen Statistik im Rahmen von befristeten Datenschutzverträgen und/oder in Räumlichkeiten des BFS.

4. Instrumente für die Planung und das Controlling

Zum Erreichen der Ziele und zur Umsetzung der Aktivitäten der Funktion CEDIF werden die folgenden Instrumente für die Planung und das Controlling etabliert:

- FORS erarbeitet, in Zusammenarbeit mit dem BFS, jeweils eine **Jahresplanung**, die für die Funktion CEDIF Ziele und Aktivitäten konkretisiert (mit Angaben zu Pilotvorhaben, Meilensteinen, Ressourcenverteilung, Organisation etc.). Die Jahresplanung wird im ersten Quartal des massgeblichen Kalenderjahres erarbeitet und dem SBF im Rahmen der jährlichen Berichterstattung zugestellt (erstmals im 1. Quartal 2009).
- Ein **Steuerungsgremium BFS-FORS** wird eingesetzt, welches die Umsetzung der Jahresplanung begleitet, über allfällige Anpassungsmassnahmen entscheidet sowie die Zielerreichung beurteilt. Das Steuerungsgremium berichtet regelmässig der Geschäftsleitung des BFS sowie dem Stiftungsrat von FORS über den Stand der Arbeiten. Das SBF wird im Rahmen der jährlichen Berichterstattung über die vorgenommene Beurteilung der Zielerreichung im jeweiligen Vorjahr informiert (erstmals im 1. Quartal 2009).
- Um die Ziele der vorliegenden Vereinbarung zu erreichen und um die effiziente Unterstützung und Abwicklung der operativen Prozesse zu gewährleisten, wird in den Räumlichkeiten des BFS eine **Koordinationsstelle FORS-BFS** eingerichtet. Die Koordinationsstelle wird von Personen betreut, die bei FORS angestellt sind.

³ www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/dienstleistungen/research/01/02.html, Stand am 31.03.2008